

**Assemblée générale**

Distr. générale
4 avril 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 135 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies

pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

**Rapport sur l'exécution du budget de la Mission
des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum
au Sahara occidental pour la période du 1er juillet 1999
au 30 juin 2000 et sur le projet de budget de la Mission
pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires**

Additif

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 (A/55/764) et sur le projet de budget de la Mission pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (A/55/794). À cette occasion, le Comité consultatif s'est entretenu avec les représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni un complément d'informations.

2. La MINURSO a été créée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 690 (1991) du 29 avril 1991 pour une période initiale de six mois. Depuis lors, son mandat a été prorogé par le Conseil dans diverses résolutions, la dernière en date étant la résolution 1342 (2001) du 27 février 2001, par laquelle il a été prorogé jusqu'au 30 avril 2001.

**Exécution du budget pour la période du 1er juillet 1999
au 30 juin 2000**

3. Dans sa résolution 53/18 B du 8 juin 1999, l'Assemblée générale a ouvert, aux fins du fonctionnement de la MINURSO entre le 1er juillet 1999 et le 30 juin 2000, un crédit d'un montant brut de 52 124 911 dollars (montant net : 48 173 311 dol-

lars), comprenant un montant de 2 593 381 dollars à verser au compte d'appui et un montant de 508 530 dollars pour la base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). Le budget total de la Mission prévu pour cette période s'élevait à 57 841 400 dollars, compte tenu des contributions volontaires d'un montant estimé à 5 716 500 dollars (A/55/764, tableau 1). Le montant brut des dépenses s'étant chiffré à 49 211 500 dollars (montant net : 45 860 500 dollars), il reste un solde inutilisé d'un montant brut de 2 913 400 dollars (montant net : 2 312 800 dollars), soit 6 % du total du crédit alloué. Le montant total des dépenses comptabilisées s'est chiffré à 55 710 000 dollars, dont 6 498 500 dollars imputés à des contributions volontaires (ibid.).

4. Le solde inutilisé résultait pour l'essentiel d'une réduction des dépenses au titre du personnel militaire (586 500 dollars), du personnel civil (1 772 700 dollars) et des contributions du personnel (600 600 dollars), contrebalancée par un dépassement au titre des dépenses opérationnelles (46 400 dollars).

5. Le Comité consultatif constate dans le rapport sur l'exécution du budget (A/55/764, annexe II, par. 6) que la réduction des dépenses au titre du personnel civil était imputable principalement aux économies réalisées sur les traitements du personnel international (1 647 000 dollars) du fait que le pourcentage du personnel international recruté spécialement pour la Mission, à des postes de classe moins élevée, a été supérieur aux prévisions (87 % contre 65 %). Le Comité note également que la pratique de la Mission consistant à faire appel à ce type de personnel a été prise en compte lors de l'établissement du budget de l'exercice 2000-2001 et du projet de budget pour la période 2001-2002.

6. En ce qui concerne les dépenses opérationnelles, le Comité consultatif relève dans le rapport sur l'exécution du budget que la baisse du coût des opérations aériennes a permis de réaliser des économies d'un montant de 1 225 500 dollars (ibid., annexe II, par. 13).

7. Le Comité consultatif note qu'il est question des programmes de formation au paragraphe 7 de l'annexe II du rapport sur l'exécution du budget mais pas aux annexes I et IV du même rapport. Ayant demandé des explications à ce sujet, il a été informé que cette situation tenait au manque d'harmonisation du mode de présentation de ces programmes dans les budgets se rapportant à la période allant jusqu'au 30 juin 2000. Il a également été informé qu'à compter du 1er juillet 2000, les rapports sur l'exécution des budgets seraient plus transparents dans la mesure où les programmes de formation y seront identifiés plus clairement.

8. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINURSO pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 sont énoncées dans le rapport sur l'exécution du budget de la Mission (A/55/764, par. 13). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé d'un montant brut de 2 913 400 dollars (montant net : 2 312 800 dollars) pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 soit crédité aux États Membres, selon des modalités à définir par l'Assemblée générale.**

Informations sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

9. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2001, un montant de 6,1 millions de dollars avait été remboursé aux gouvernements au titre des dépenses

afférentes aux contingents pour la période du 1er septembre 1991 au 31 août 2000 et que le montant restant dû pour la période du 1er septembre 2000 au 31 janvier 2001 s'élevait à 115 337 dollars (A/55/794, par. 12).

10. En ce qui concerne le matériel appartenant aux contingents, le Comité consultatif a été informé que le montant remboursé se chiffrait à 852 842 dollars, le montant estimatif restant dû au 31 décembre 2001 à 4,3 millions de dollars et celui des engagements non réglés à 2,4 millions de dollars. Pour ce qui est des indemnisations en cas de décès et d'invalidité, le montant des versements effectués au 31 janvier 2001 en règlement de 11 demandes se chiffrait à 315 384 dollars, le solde des engagements non acquittés s'élevait à 546 636 dollars et une demande était en instance.

11. Le Comité consultatif a été informé qu'au 28 février 2001, la situation de trésorerie de la Mission s'établissait à 800 000 dollars. Les montants mis en recouvrement auprès des États Membres pour la période du 29 avril 1991 au 28 février 2001 s'élevaient à 438,9 millions de dollars, les contributions reçues à 344,7 millions de dollars et le solde non acquitté à 94,2 millions de dollars. Au 31 janvier 2001, le montant total des engagements non réglés pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 se chiffrait à 1 110 000 dollars (dont 317 200 dollars pour les gouvernements et 892 800 dollars pour les autres engagements) et l'encours des prêts à 39,6 millions de dollars [dont 8,8 millions de dollars provenant de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) et 30,8 millions de dollars de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUH)]. En réponse à la question de savoir si, vu le montant du prêt accordé à la MINURSO par la MINUH, les pays qui avaient fourni des contingents à cette dernière avaient été payés, le Comité consultatif a été informé que tous l'avaient été sauf un.

Projet de budget pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002

12. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le budget de la Mission (A/55/794, par. 1), un crédit d'un montant brut de 48 849 600 dollars (montant net : 45 280 800 dollars) a été demandé au titre du fonctionnement de la MINURSO pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002. Ce montant fait apparaître une augmentation de 5 % (2 238 000 dollars) en chiffres bruts par rapport au montant réparti pour l'exercice en cours qui prend fin le 30 juin 2001. Les contributions volontaires pour la période sont estimées à 5 656 500 dollars. Le budget proposé prévoit une augmentation de 2 830 100 dollars (27 %) des dépenses opérationnelles et de 47 000 dollars (260 %) des dépenses au titre d'autres programmes se rapportant à la formation du personnel. Cette augmentation est compensée par une baisse de 202 200 dollars (3 %) des dépenses afférentes au personnel militaire, de 166 900 dollars (1 %) des dépenses afférentes au personnel civil et de 270 000 dollars (7 %) des contributions du personnel (ibid., tableau 1).

13. Les effectifs proposés pour la Mission pour la période 2001-2002, inchangés par rapport à la période 2000-2001, comprennent 81 membres de la police civile, 300 fonctionnaires internationaux et 113 agents locaux. Le Comité consultatif relève dans le rapport sur le projet de budget que, tout comme pour la période 2000-2001, les dépenses prévues au titre du personnel international et du personnel local pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 tiennent compte des taux de vacance sui-

vants : 30 % pour les administrateurs, 10 % pour les agents des services généraux et du Service mobile et 5 % pour les agents locaux (ibid., annexe I.C, par. 10).

14. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité en date du 20 février 2001 (S/2001/148, par. 8 et annexe I), la Mission avait reçu un total de 131 038 recours après la publication, en juillet 1999, de la première partie de la liste provisoire des personnes admises à voter, mais elle n'avait pas pu les examiner en raison des divergences politiques entre les parties. À cet égard, le Comité consultatif rappelle que le Secrétaire général recommandait dans le même rapport (ibid., par. 23) que le Conseil proroge le mandat de la MINURSO pour une période de deux mois, à savoir jusqu'au 30 avril 2001, pour lui permettre de déterminer si le Gouvernement marocain était disposé à proposer ou à accepter de déléguer une partie de ses pouvoirs en ce qui concerne tous les habitants du Territoire. À défaut, la MINURSO recevrait pour consigne de commencer à examiner les recours auxquels avait donné lieu le processus d'identification selon une procédure accélérée, indépendamment du temps que cela pourrait prendre pour mener l'opération à bien.

15. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que le montant total des dépenses qu'entraînerait l'examen des recours n'était pas inclus dans le projet de budget et que le Secrétaire général pourrait être amené à demander des crédits supplémentaires si le processus reprenait pleinement et que les crédits initialement prévus pour 2001-2002 se révélaient insuffisants. **Le montant des dépenses de la Mission ayant régulièrement été inférieur aux prévisions, le Comité consultatif compte que tout sera fait pour absorber, si possible, les dépenses supplémentaires occasionnées par le processus de recours avant que l'ouverture de crédits supplémentaires ne soit demandée.**

16. Le Comité consultatif constate, à la lecture du projet de budget (A/55/794, annexe I.C, par. 12, 15 et 16), que le gros de l'augmentation de 2,8 millions de dollars enregistrée au titre des dépenses opérationnelles concernait principalement les rubriques Locaux/hébergement, Opérations aériennes et Transports (remplacement de 76 véhicules hors service et achat par l'ONU de trois ambulances pour remplacer celles qui étaient précédemment fournies dans le cadre des arrangements prévus au titre du matériel appartenant aux contingents). Le Comité consultatif note également que le remplacement de véhicules et d'autres articles tels que le mobilier de bureau est nécessaire pour l'essentiel par l'obsolescence du matériel en question. Le projet de budget fournit des détails sur l'achat d'autres articles (ibid., annexe II.C). Le Comité consultatif n'a pas reçu d'informations sur les stocks de la Mission. Ayant demandé des explications à ce sujet, il a été informé que la Mission avait eu des difficultés avec le Système de contrôle du matériel des missions et que pour les résoudre, un fonctionnaire avait été envoyé du Siège pour initier le personnel de la Mission à son utilisation.

17. Le Comité consultatif relève également dans le projet de budget que la configuration de la flotte aérienne de la Mission, composée de trois hélicoptères de servitude moyens de type MI-8 et de trois avions moyens de type AN-26 pour passagers/cargo demeure inchangée (ibid., annexe I.C, par. 17). Il y relève en outre que le nombre d'heures de base par mois demeure, pour les trois hélicoptères, inchangé mais que, dans le cas des avions, les prévisions de dépenses ont été établies sur la base de 80 heures (40 heures de base plus 40 heures supplémentaires) par mois et par appareil contre 85 heures pour l'exercice en cours (ibid., annexe II). En réponse

à ses questions sur les raisons de l'augmentation du coût des opérations aériennes (1 457 100 dollars), le Comité consultatif a été informé qu'elle résultait de la signature d'un nouveau contrat et d'un renchérissement du carburant, dont le coût est passé de 0,34 à 0,38 dollar le litre pour les hélicoptères et de 0,30 à 0,38 dollar le litre pour les avions.

18. À propos de la formation, le Comité consultatif constate dans le projet de budget (ibid., annexe II.A) qu'un montant de 65 000 dollars a été prévu pour financer la formation de 11 fonctionnaires. **Le Comité consultatif recommande qu'à l'avenir, le nombre de fonctionnaires ayant bénéficié d'une formation ou pour la formation desquels des crédits avaient été prévus au cours de la période précédente soit indiqué, de même que le domaine sur lequel la formation avait porté.**

19. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINURSO pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 sont énoncées dans le projet de budget (A/55/794, par. 3). **Sous réserve des observations qu'il a formulées ci-dessus, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale approuve le montant brut de 48 849 600 dollars (montant net : 45 280 800 dollars) prévu au titre du fonctionnement de la MINURSO pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 et mettre ce montant en recouvrement à raison d'un montant brut de 4 070 800 dollars (montant net : 3 773 400 dollars) par mois si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la MINURSO au-delà du 30 avril 2001.**